



## Le rapport

# Le secteur privé. L'amélioration de la gouvernance forestière: quels sont les moteurs de l'engagement du secteur privé?

Mardi 17 mars, 14h30-18h00

### Points clés

- Le commerce de bois tropical avec l'Europe continue de décliner, et l'exploitation sélective des forêts naturelles est également en crise. Le bois tropical est remplacé par du bois issu de conversion des forêts et de plantations en monoculture de bois légers à croissance rapide pour l'industrie du papier, les panneaux et les produits transformés.
- Il y a eu un déplacement: le «bon» bois est envoyé aux marchés sensibles et le «mauvais» bois aux marchés moins exigeants.
- Le bois pour le chauffage représente maintenant 50% de la consommation mondiale, et l'Afrique sera bientôt le plus gros consommateur de bois.
- L'uniformisation des règles est la priorité du secteur privé, qui adhèrera au FLEGT en cas de succès dans ce domaine.
- L'aide aux PME: les grandes entreprises n'ont pas de mal à se conformer à la légalité. Les processus APV peuvent aussi aider les PME, en leur permettant de demander au gouvernement de réduire les formalités administratives. L'activité des PME est donc plus facilement formalisée, ce qui leur permet d'investir et d'obtenir les matières premières dont elles ont besoin.
- La réduction du coût du capital: il faut démontrer aux banques et aux investisseurs dans quelle mesure le FLEGT les aide à gérer leur activité et leur risque pour la réputation, afin qu'ils diminuent le coût du capital et des services bancaires pour les entreprises possédant l'autorisation FLEGT.
- Faire renaître le bois tropical: «La suppression du bois illégal du marché devrait pousser les prix à la hausse – pas besoin de bonus FLEGT si le Règlement de l'UE sur le bois et les APV fonctionnent» déclare un acheteur.



- Le FLEGT peut aider à faire renaître le bois tropical en réduisant les coûts de production (conflits, corruption, capital) et en augmentant les prix du bois: si nous n'utilisons pas les forêts destinées à la production, nous les perdrons.
- Le secteur privé voit plusieurs avantages dans les APV: ils permettent de faire entendre les PME et leur donnent une légitimité, ils contribuent à simplifier des réglementations complexes, ils modifient des législations auparavant défaillantes, ils excluent les «cow-boys» du marché, ils améliorent la réputation du bois et attirent de bons employés.

## Résumé

### La réunion

La réunion était principalement axée sur l'Afrique et constituée de participants africains. Les intervenants étaient issus de divers secteurs: petits et grands producteurs, transformateurs, organismes de certification, association commerciale, organisations indépendantes de suivi, investisseurs, importateurs et gouvernement. Environ 40% des participants étaient originaires du secteur privé, 20% d'ONG, 20% du gouvernement et 20% du milieu universitaire ou du conseil. Pour la majorité d'entre eux, le secteur privé joue un rôle important dans la lutte contre l'exploitation illégale du bois.

### Dans les grandes lignes

L'analyse des tendances du commerce du bois montre un changement significatif au cours des 15 dernières années, notamment après la crise financière de 2008. L'Afrique est en train de devenir le principal consommateur de bois dans le monde, notamment de bois de chauffage. La part du bois de plantation dans l'offre mondiale continue à augmenter. L'influence européenne pour une gestion durable des forêts s'affaiblit, et des questions se posent sur son financement futur. Le commerce de bois tropical en Europe continue son déclin, ainsi que le vieux modèle économique d'exploitation sélective des forêts naturelles. Le bois tropical doit être mieux vendu et valorisé sur le marché européen.

### La certification

La certification volontaire est un bon outil pour les grandes entreprises, qui peuvent ainsi améliorer leurs pratiques, montrer qu'elles ne sont pas responsables de la mauvaise gouvernance forestière, récompenser leurs efforts et avoir un accès garanti aux marchés.

Les deux principaux systèmes de certification intègrent aujourd'hui les normes de légalité du FLEGT comme une composante de leurs propres normes de durabilité. Les deux systèmes prennent maintenant en compte des doubles audits de



certification/vérification, qui garantissent la légalité et la durabilité à leurs clients à des fins de diligence raisonnée sur le marché. Le bois illégal continue à entraver les marchés qui recherchent des produits certifiés, et la légalité/certification est une façon efficace de gérer le risque. Les systèmes de certification reconnaissent le succès de l'approche du FLEGT concernant l'implication des parties prenantes. Enfin, il y a des synergies évidentes entre le FLEGT et la certification privée. L'expérience pratique des systèmes de certification, pour la traçabilité par exemple, pourrait être mieux utilisée dans l'approche FLEGT. Les organismes de certification se tournent maintenant vers les approches par paysage, mais ce n'est pas facile car il faut pour cela mettre en place des partenariats qui dépassent les frontières économiques classiques.

## **Commentaires du secteur privé sur les APV**

Dans les pays APV, le secteur privé souhaiterait une approche plus progressive pour la négociation et la mise en œuvre des APV, avec des bénéfices immédiats lors de ce long processus. Le secteur privé reconnaît que l'APV est un outil utile pour simplifier et clarifier les cadres juridiques et mettre à jour des problèmes comme les impôts illégaux prélevés au niveau local. Pour l'instant, les APV ne travaillent pas assez avec les autorités locales. Le secteur privé espère surtout que l'approche FLEGT aidera à uniformiser les règles, et empêchera les acheteurs de se tourner vers le bois illégal et moins cher.

Le secteur privé souhaite se conformer aux règles des APV afin d'attirer de bons employés, mais cela peut avoir un coût élevé, en général plus élevé que le coût de l'audit. La question de l'emploi doit également être évoquée: forcer une entreprise à fermer ses portes plutôt que l'aider à se conformer à la légalité poussera ses anciens employés vers l'illégalité.

## **Les petites et moyennes entreprises (PME)**

L'engagement avec le secteur privé, et notamment les PME, est essentiel pour garantir une amélioration durable de la gestion des forêts et de la gouvernance tout au long de la chaîne de l'offre. Des outils de financement spécifiques sont nécessaires pour accompagner ces efforts et formaliser et adopter de meilleures pratiques. Cependant, les petits fournisseurs qui ont du mal à répondre aux exigences de diligence raisonnée des importateurs (notamment celles du Règlement de l'UE sur le bois) ne reçoivent plus de commandes. Les PME voient l'APV comme un bon outil pour garantir et formaliser leur activité: il leur donne plus de garantie sur leur accès aux ressources sur le long terme, et leur permet d'influencer la conception du cadre juridique. Les APV les encouragent à être mieux structurés, mieux organisés, à s'engager avec d'autres opérateurs du secteur privé et à encourager la transformation et le commerce de bois local.



## **Opinion d'un observateur indépendant sur le secteur privé**

Le secteur privé recouvre de nombreuses entités, dont les comportements et les intérêts sont divergents. De nombreux facteurs affectent le comportement d'une entreprise vis-à-vis de la loi: des raisons internes, sa taille, le volume, la politique, l'origine du capital, les marchés, la structure organisationnelle et l'efficacité des agents externes chargés de l'application de la loi. Il est toujours difficile de structurer et d'établir une représentation juste du secteur privé au niveau national, mais les administrations nationales ainsi que le secteur privé lui-même doivent davantage prendre ces éléments en compte.

La certification est une option intéressante pour les entreprises individuelles, mais ne peut servir à lutter contre des problèmes nationaux comme la corruption. Le contrôle de la légalité des entreprises doit être fait de façon plus indépendante par des employés du gouvernement, sans s'appuyer sur la contribution financière des entreprises.

### **Les investisseurs**

La plupart des institutions financières connaissent mal l'industrie du bois et les questions liées à la gestion des forêts. Des instruments de financement spécifiques sont nécessaires pour soutenir les efforts du secteur privé, et notamment ceux des PME pour formaliser leurs activités et améliorer leurs pratiques.

Les investisseurs peuvent éliminer les fournisseurs de bois à risque, sans nécessairement chercher des sources légales de bois. Les législations contre le blanchiment d'argent peuvent de plus en plus être utilisées contre les banques qui financent l'exploitation illégale du bois, qui à son tour, attire le crime organisé.

### **Les prix du bois**

La disparition du bois illégal du marché devrait pousser les prix à la hausse car le bois illégal est généralement nettement moins cher (entre 20 et 40% de moins). Aucun bonus FLEGT n'est nécessaire si le Règlement de l'UE sur le bois et les APV fonctionnent correctement.

### **La publication des prix du bois**

Les APV peuvent-ils être utilisés pour encourager la transparence dans la redistribution des impôts forestiers aux autorités locales et nationales? Montrer les avantages des forêts de production sur l'économie locale pourrait être un important moteur de changement.



## Conclusions

- Le secteur privé demandé à être plus consulté, en ne négligeant pas que la recherche de profit est un élément inhérent à son activité. Les entreprises responsables voudront toujours des règles du jeu uniformes.
- Il convient de reconnaître que le secteur privé n'est pas homogène, et ne peut pas toujours parler d'une seule voix, voire parler publiquement. Il faut donc s'efforcer de chercher une diversité d'opinions dans toute l'industrie.
- Au mieux, l'industrie forestière peut parler et agir comme un agent de développement et de conservation, et les entreprises qui font cela y trouvent des retours économiques intéressants. C'est la situation «gagnant-gagnant» que nous recherchons, mais dans les régions tropicales de tels exemples sont encore des îlots d'excellence. Comment réunir tous ces efforts dans des paysages durables?
- Un certain nombre de défis et d'occasions attendent les PME dans la plupart des pays: elles cherchent plus de légitimité par le biais de réglementations plus intelligentes, un capital moins cher, des compétences, de l'innovation; elles cherchent à être entendues et veulent un accès à long terme aux matières premières et aux marchés. Elles peuvent créer une croissance et des emplois dans les zones rurales, et créer des échanges avec l'extérieur.
- Dans certains pays APV, les PME se réjouissent d'avoir été reconnues et d'avoir pu s'asseoir à la table des négociations, aux côtés de la société civile. Cela a aidé à leur professionnalisation.
- Le secteur privé et en particulier les PME devraient être au centre des initiatives destinées à améliorer la gestion et la gouvernance forestière. De telles initiatives devraient donc cibler correctement ces opérateurs. Lors de leur élaboration, il faudrait donc prendre en compte les besoins spécifiques et la diversité d'intérêts des PME, leur difficulté d'accès au capital et leur manque de capacités.
- Les prix du bois tropical devraient augmenter lorsque le Règlement de l'UE sur le bois et les APV commenceront à bien fonctionner, ce qui pourrait contribuer à un renouveau de l'industrie des forêts tropicales.
- Le secteur privé doit envisager d'améliorer sa structuration et sa représentation, pour une meilleure implication dans le processus APV et une amélioration de la réputation globale du secteur forestier.